

50^e

enquête semestrielle
janvier 2010

LA CONJONCTURE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

oseo

Sommaire

Éditorial_ PAGE 03_

Synthèse_ PAGE 04_

1 Activité_ PAGE 05_

2 Emploi_ PAGE 07_

3 Situation financière_ PAGE 09_

4 Les investissements et leur financement_ PAGE 11_

5 Les secteurs d'activité_ PAGE 14_

Industrie PAGE 14_ / Construction PAGE 15_ / Commerce : commerce de gros,
commerce de détail, commerce et réparation automobile PAGE 16_ /
Transports PAGE 17_ / Tourisme PAGE 17_ / Services : services aux entreprises,
services aux particuliers PAGE 18_

6 Aperçu historique_ PAGE 19_

7 Méthodologie_ PAGE 22_

“OSEO célèbre cette année 25 ans d’expertise et d’analyse semestrielle sur la conjoncture des PME françaises.”



À

l’occasion de la 50^e édition de son enquête semestrielle de conjoncture sur l’évolution des PME de notre pays, OSEO a réalisé un numéro exceptionnel conjuguant continuité et modernisation.

La continuité s’incarne à travers une série ininterrompue de 25 ans d’enquêtes dont les fac-similés reproduits en annexe retracent les étapes les plus marquantes : l’enquête initiale de 1985 consacrée exclusivement au secteur industriel, celle de l’année 1993 correspondant à une crise économique majeure, enfin celle de l’an 2000, dernière référence de forte croissance économique en France.

À ce regard historique, nous avons voulu associer un processus de modernisation du dispositif d’enquête :

- les panélistes participant régulièrement à l’enquête peuvent désormais être interrogés de façon électronique et répondre en ligne au questionnaire ;
- le nombre d’entreprises interrogées a triplé et s’élève aujourd’hui à 30 000 ;
- cet échantillon élargi a rendu possible la réalisation, dans des conditions de représentativité satisfaisantes, de six enquêtes test régionales (Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Rhône-Alpes, Aquitaine, Bretagne) dont les analyses comparatives avec les résultats nationaux sont disponibles sur le site oseo.fr.

Cet éditorial serait bien sûr incomplet s’il ne s’achevait sur les résultats de cette nouvelle enquête qui révèlent plusieurs signaux encourageants :

- après une forte dépression dans les premiers mois de 2009, les PME accueillent 2010 en anticipant une légère reprise d’activité ;
- si elles prévoient globalement peu de recrutement, les plus dynamiques d’entre elles – les TPE et en premier lieu toutes les PME innovantes – envisagent d’accroître de façon significative leurs effectifs ;
- enfin, la propension des entreprises à investir – à l’exception de l’industrie et du BTP qui restent en retrait – amorce un redressement notable sur l’ensemble des autres secteurs d’activité.

De manière générale, je suis convaincu que la publication régulière par OSEO d’enquêtes de cette nature contribue utilement à l’information de leurs lecteurs sur ce que nous disent les PME, si essentielles aux performances de notre économie.

FRANÇOIS DROUIN

Synthèse

Les PME ont connu en 2009 une contraction historique de leur activité, malgré un début de reprise dans la seconde partie de l'année.

Le recul a été le plus fort dans les secteurs en amont du système productif : l'industrie, les travaux publics, les transports et le commerce de gros. La baisse a été légèrement inférieure à la moyenne dans le commerce et la réparation automobile, le bâtiment, les services aux entreprises, le tourisme et le commerce de détail. En fait, seuls les services aux particuliers sont parvenus à maintenir leur activité au niveau de 2008. D'une façon générale, l'activité des entreprises exportatrices a été très affectée par la récession qui a frappé l'ensemble des économies développées.

Les anticipations de redressement de l'activité en 2010 sont assez optimistes dans l'industrie, le commerce de gros et les services aux entreprises.

Elles sont plus modérées dans les secteurs directement liés à la consommation des ménages : commerce de détail, services aux particuliers et tourisme. L'activité est prévue stable dans le bâtiment, les transports, le commerce et la réparation automobile mais toujours en recul dans les travaux publics. Les perspectives de croissance sont significativement meilleures dans les entreprises de taille moyenne et dans celles qui possèdent une activité à l'international, précédemment les plus touchées. Enfin, **elles sont franchement positives parmi les entreprises qui ont innové au cours des trois dernières années.**

Les compressions d'effectifs, très importantes dans les premiers mois de 2009, ont ralenti dans la seconde partie de l'année. **Pour 2010, une faible croissance de l'emploi est prévue, très variable selon les secteurs d'activité.**

Les intentions d'embauches nettes sont assez positives dans les services aux entreprises, suivies par les services aux particuliers, le tourisme et le commerce de gros. Une petite réduction des effectifs est anticipée dans le commerce de détail et les transports. Enfin, l'emploi serait stable dans les autres secteurs. Les entreprises moyennes comptent maintenir le niveau de leurs effectifs tandis que les petites entreprises souhaitent les accroître. Il en est de même des entreprises innovantes qui pensent créer de nombreux emplois.

Fin 2009, les trésoreries sont très tendues, pratiquement autant qu'au creux de la récession de 1993.

Le durcissement concerne tous les secteurs d'activité, à l'exception notable de celui du tourisme. Les difficultés de trésorerie sont plus fréquentes dans les TPE. Pour les prochains mois, toutes les catégories d'entreprises s'attendent à l'accroissement des tensions sur les trésoreries.

Le jugement sur la rentabilité montre une très profonde dégradation sur un an, tout particulièrement chez les entreprises moyennes. Une très légère amélioration est escomptée en 2010, essentiellement chez les entreprises moyennes et celles qui ont mené des actions innovantes.

La rapidité et l'intensité du recul de la demande au dernier trimestre 2008, jusqu'au redressement technique de la mi-2009 ont entraîné une baisse inédite de l'investissement des PME en 2009. À ce stade de reprise économique encore fragile, les intentions d'investissement en 2010 restent prudentes dans l'industrie et la construction mais en hausse dans les autres secteurs et, d'une façon générale, chez les entreprises innovantes.

1/Activité

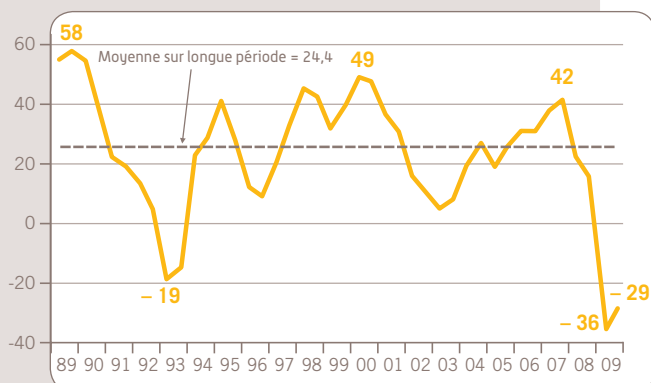
2009 : LA CHUTE DE L'ACTIVITÉ A ÉTÉ STOPPÉE EN MILIEU D'ANNÉE

LÉGÈRE REPRISE DE L'ACTIVITÉ AU SECOND SEMESTRE

L'indicateur d'activité⁽¹⁾ des PME s'établit à - 29 en novembre, en hausse de 7 points par rapport à mai, où il avait atteint son point le plus bas depuis le démarrage de l'enquête en 1985.

INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions de mai N et estimations de novembre N pour l'année N

Source : OSEO

Les PME estiment à - 6,4 % en moyenne le recul de leur chiffre d'affaires en 2009, soit un peu moins que prévu en mai (- 7,2 %). Cependant, lors de la récession de 1993, la baisse nominale n'avait été que de - 2,3 %.

LA CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ EST PLUS PRONONCÉE DANS L'INDUSTRIE ET LES SECTEURS QUI LUI SONT LIÉS

Le fort repli du chiffre d'affaires en 2009 est confirmé dans les secteurs situés en amont du système productif :

- 11,6 % industrie (versus - 9,2 % anticipé en mai)
- 8,7 % travaux publics (contre - 10 %)
- 8,4 % transports (- 9,9 %)
- 7,9 % commerce de gros (- 9,2 %)

Le recul annuel du CA s'avère assez limité dans les secteurs liés à la consommation des ménages :

- 0,5 % services aux particuliers (- 1,2 % prévu en mai)
- 2,9 % commerce de détail (idem)

La baisse moyenne de l'activité par rapport à 2008 est significative, mais moins forte que prévu au premier semestre dans les services aux entreprises et dans les secteurs qui dépendent à la fois de la demande des ménages et des entreprises :

- 3,3 % tourisme (- 4,9 % annoncé en mai)
- 3,6 % services aux entreprises (- 4,8 %)

- 4,1 % bâtiment (- 6,4 %)
- 5,6 % commerce et réparation automobile⁽²⁾

À titre de comparaison, en 1993, la position relative des secteurs était assez différente. Le recul le plus fort avait été observé dans la construction (- 6,5 % en moyenne), devant l'industrie (- 3,2 %) et le tourisme (- 3,3 %). Dans tous les autres secteurs d'activité, fin 1993, les chiffres d'affaires étaient estimés stables par rapport à 1992 dans le commerce de gros, le commerce de détail et les transports (bien avant l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est), tandis qu'ils étaient annoncés en hausse dans les services aux entreprises (+ 1,3 %).

LES PME EXPORTATRICES RESSENTENT PLUS QUÉ LES AUTRES LES EFFETS DE LA CRISE

Les entreprises "non ou très peu exportatrices" (part du CA à l'international nulle ou inférieure à 6 %) estiment à - 5,7 % la baisse de leur activité en 2009. En revanche, le recul est évalué à - 9,0 % chez les entreprises "moyennement exportatrices" (6 % à 25 % du CA exporté), et à - 9,6 % chez les "fortement exportatrices" (plus du quart du CA exporté)⁽³⁾.

LE REPLI DE L'ACTIVITÉ EST INDÉPENDANT DE LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Le recul estimé de l'activité est voisin de la moyenne de - 6,4 %, quelle que soit la classe d'effectifs salariés (TPE, PE ou ME).

LE FLÉCHISSEMENT DE L'ACTIVITÉ EST UN PEU MOINS PROFOND POUR LES ENTREPRISES INNOVANTES⁽⁴⁾

En novembre, les PME innovantes⁽⁵⁾ évaluent à - 4,8 % en moyenne la diminution de leur CA en 2009, contre - 7,1 % pour les "non innovantes". En mai précédent, les anticipations étaient de - 6,0 % et - 7,8 % respectivement. Le redressement en cours au second semestre apparaît donc légèrement plus rapide pour les entreprises innovantes.

[1] Solde en pourcentage des opinions opposées : "CA estimé en hausse sur l'année en cours" moins "CA estimé en baisse".

[2] Secteur rattaché à celui du commerce de détail dans les enquêtes précédentes.

[3] 8 % des entreprises de l'échantillon réalisent plus du quart de leur CA à l'international ("fortement exportatrices") et 11 % réalisent entre 6 % et 25 % ("moyennement exportatrices"). Les autres, soit 81 % de l'échantillon, n'exportent pas ou moins de 6 % de leur CA ("non ou très peu exportatrices").

[4] Une entreprise est qualifiée "innovante" si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

- financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;
- acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

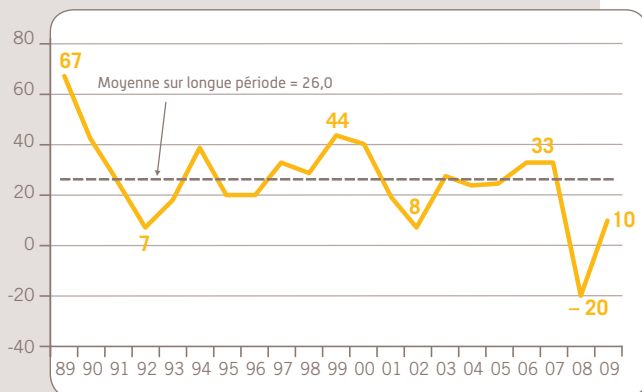
[5] 34 % des entreprises de l'échantillon sont classées "innovantes" et, *a contrario*, 66 % "non innovantes".

POUR 2010 : ANTICIPATIONS PRUDENTES DE REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ

30 % des dirigeants tablent sur une progression de leur activité en 2010, alors que 20 % anticipent une baisse, soit un solde de + 10. À ce niveau, l'indicateur avancé de l'activité est très inférieur à la moyenne de long terme (+ 26), ce qui traduit un optimisme modéré de la part des PME quant à la vigueur de la reprise attendue.

INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE

Solde des opinions en % [hausse - baisse]



Prévisions faites en novembre N pour l'année N+1

Source : OSEO

LES PERSPECTIVES DE REDRESSEMENT SONT ASSEZ VARIABLES SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

L'indicateur prévisionnel d'activité est légèrement supérieur à la moyenne dans l'industrie (+ 14), le commerce de gros (+ 19) et les services aux entreprises (+ 19). Les PMI, qui ont connu une forte chute de leur activité fin 2008 début 2009, tablent clairement sur une poursuite de la reprise technique engendrée par la nécessaire reconstitution des stocks, mais à un rythme modéré.

Les anticipations de progression de l'activité sont faiblement positives et proches de la moyenne dans les secteurs liés à la consommation des ménages : commerce de détail (indicateur avancé à + 8), les services aux particuliers (+ 14) et le tourisme (+ 9).

En revanche, un certain pessimisme perdure dans la construction, plus marqué dans les travaux publics (- 19) que dans le bâtiment (+ 5), ainsi que dans le secteur des transports (- 5) et celui du commerce et de la réparation automobile (- 1).

LES ANTICIPATIONS CROISSENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'indicateur avancé de l'activité est légèrement inférieur à la moyenne dans les TPE (+ 5), tandis qu'il est sensiblement supérieur dans les entreprises de 50 à 99 salariés (+ 26) et celles de 100 à 500 salariés (+ 16).

LES PME EXPORTATRICES SONT NETTEMENT PLUS OPTIMISTES QUE LES AUTRES

Après une très mauvaise année 2009, les entreprises ayant une activité significative à l'international escomptent un réel redémarrage de leur activité en 2010, l'indicateur avancé ressortant à + 25 pour les PME "moyennement exportatrices" et à + 20 pour les "fortement exportatrices".

LES PME INNOVANTES TABLENT SUR UNE NETTE RÉPRISE DE LEUR ACTIVITÉ

44 % des entreprises innovantes prévoient une progression de leur activité en 2010, contre 15 % seulement une diminution, soit un solde positif de + 29. En revanche, les PME qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années anticipent une stagnation de leur chiffre d'affaires (indicateur prévisionnel nul).

2/ Emploi

RALENTISSEMENT DES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS AU SECOND SEMESTRE 2009

LA SORTIE DE LA RÉCESSION AU DEUXIÈME TRIMESTRE A PERMIS DE FREINER LES SUPPRESSIONS DE POSTES

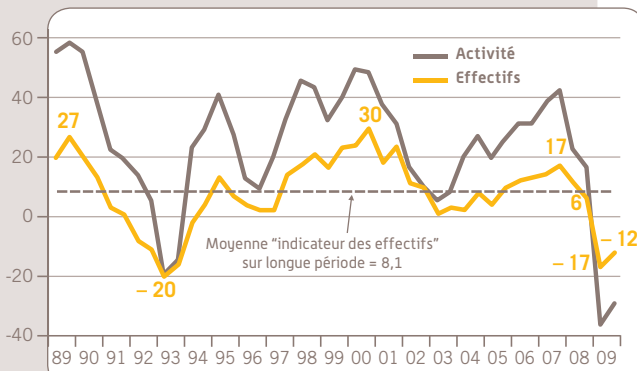
Après une période d'ajustement accéléré des effectifs causé par la chute exceptionnelle de l'activité, le rythme des suppressions de postes s'est quelque peu ralenti à partir de l'été. Ainsi, l'indicateur courant d'emploi⁽⁶⁾ a regagné 5 points en six mois, à - 12.

LES AJUSTEMENTS À LA BAISSA ONT ÉTÉ PLUS FRÉQUENTS DANS LES MOYENNES ENTREPRISES QUÉ DANS LES AUTRES

Depuis la fin de 2008, 44 % des entreprises de 100 à 500 salariés ont supprimé des postes tandis que 21 % seulement en ont créé, soit un solde négatif de - 23. L'indicateur d'emploi pour 2009 est également plus dégradé que la moyenne pour les entreprises de 50 à 99 salariés (- 21).

INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Estimations de mai N et novembre N pour l'année N

Source : OSEO

INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse" par rapport à fin 2008

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
Moins de 10 salariés	- 29	- 12
10 à 19 salariés	- 26	- 13
20 à 49 salariés	- 29	- 12
50 à 99 salariés	- 37	- 21
100 à 500 salariés	- 35	- 23
Ensemble	- 29	- 12

Source : OSEO

TRÈS PEU DE SECTEURS ONT PU MAINTENIR LEURS EFFECTIFS SUR L'ANNÉE

L'indicateur d'emploi pour 2009 est le plus dégradé dans l'industrie (- 27), les travaux publics (- 24) et les transports (- 24). Il est un peu moins négatif dans le commerce et la réparation automobile (- 15), le bâtiment (- 11), le commerce de gros (- 11) et le commerce de détail (- 10).

En revanche, dans trois secteurs d'activité, la proportion des entreprises ayant diminué leurs effectifs sur un an est pratiquement égale à la proportion de celles qui les ont augmentés : les services aux particuliers (indicateur à + 1), le tourisme (- 2) et les services aux entreprises (- 2).

RALENTISSEMENT DES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS DANS LES ENTREPRISES FORTEMENT EXPORTATRICES

L'indicateur courant de l'emploi des entreprises qui font plus du quart de leur activité à l'international s'établit à - 17, soit à un niveau très voisin de la moyenne des PME (- 12) et en hausse de 11 points en six mois (- 28 en mai).

L'EMPLOI A UN PEU MIEUX RÉSISTÉ DANS LES ENTREPRISES INNOVANTES

33 % des entreprises classées innovantes ont supprimé des postes en 2009, tandis que 24 % d'entre elles en ont créé. Leur indicateur courant de l'emploi ressort à - 9, au lieu de - 15 pour les PME non innovantes.

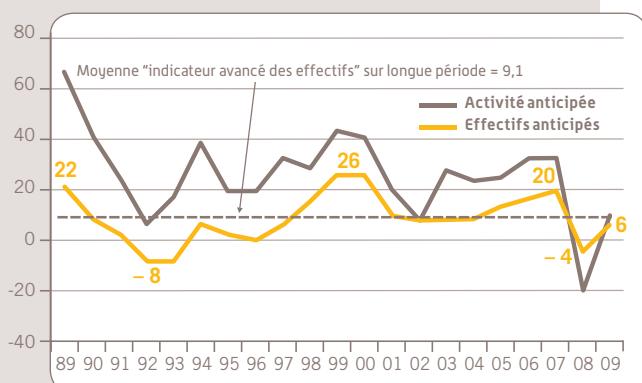
(6) Différence entre le pourcentage d'entreprises déclarant à la date de l'enquête, en mai N et novembre N, une hausse de leurs effectifs salariés par rapport à la fin de l'année précédente N-1 et le pourcentage de celles qui déclarent une baisse.

LES PME PRÉVOIENT UNE PETITE AUGMENTATION DES EFFECTIFS EN 2010

L'indicateur avancé de l'emploi redevient positif à + 6 fin 2009, contre - 4 un an auparavant.

INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en novembre N pour l'année N+1

Source : OSEO

LES ANTICIPATIONS VARIENT SENSIBLEMENT SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'indicateur d'emploi prévisionnel pour 2010 est le plus positif dans les services aux entreprises (+ 16), suivis par les services aux particuliers (+ 9), le tourisme (+ 8) et le commerce de gros (+ 6). Les prévisions d'embauche sont ténues dans l'industrie (indicateur avancé à + 1), les travaux publics (+ 1), le bâtiment (+ 3) ainsi que dans le commerce et la réparation automobile (+ 3). Seules les PME des transports (- 7) et du commerce de détail (- 4) pensent réduire leurs effectifs en 2010.

LES ENTREPRISES MOYENNES COMPTENT MAINTENIR LE NIVEAU DE LEURS EFFECTIFS ALORS QUE LES ENTREPRISES PLUS PETITES SOUHAITENT LES ACCROÎTRE

L'indicateur d'emploi pour 2010 est positif et voisin de la moyenne (+ 6) dans les entreprises de moins de 50 salariés. En revanche, parmi les entreprises de 50 à 500 salariés, la proportion de celles qui souhaitent créer de nouveaux postes est équivalente à la proportion de celles qui prévoient d'en supprimer.

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES N'ENVISAGENT PAS D'EMBAUCHER PLUS QUE LES AUTRES

Malgré de bien meilleures perspectives de redressement de leur activité en 2010, les PME exportatrices ne prévoient pas d'augmenter leurs effectifs plus que la moyenne, sans doute parce qu'elles ont connu un plus fort recul de leurs ventes en 2009.

SEULES LES PME INNOVANTES PRÉVOIENT DE CRÉER DE NOUVEAUX POSTES EN 2010

Les dirigeants de PME innovantes, assez confiants sur l'évolution à court terme de leur activité, souhaitent créer des emplois en 2010 (indicateur avancé à + 15). À l'inverse, les entreprises qui n'ont pas conduit d'action d'innovation au cours des trois dernières années disent vouloir simplement maintenir le nombre de leurs salariés (indicateur avancé nul).

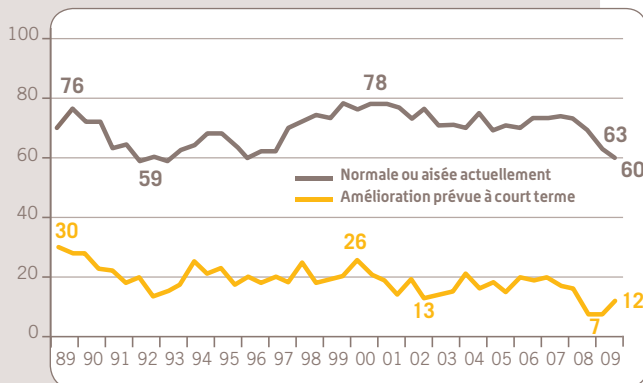
3/Situation financière

LES TRÉSORERIES SONT TRÈS TENDUES

En novembre, 60 % seulement des PME considèrent normale ou aisée la situation de leur trésorerie récente. C'est 3 points de moins qu'en mai précédent et 9 de moins qu'en novembre 2008. L'opinion sur la situation de trésorerie frôle maintenant le minimum atteint en 1992 et 1993 (59 %). Le solde de 40 % (100 % - 60 %) représente la proportion des entreprises qui, en novembre 2009, estiment "difficile" l'état de leur trésorerie des six derniers mois.

TRÉSORERIE DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

FORT DURCISSEMENT DANS L'INDUSTRIE ET LA CONSTRUCTION MAIS ASSOULISSEMENT DANS LE TOURISME

La forte baisse de l'activité dans l'industrie et la confirmation du cycle baissier dans la construction ont engendré un net resserrement des trésoreries dans ces secteurs. En six mois, la proportion des situations jugées difficiles a augmenté de 6 points dans l'industrie (à 40 %), de 9 points dans le bâtiment (à 39 %) et surtout de 15 points dans les travaux publics (à + 45).

Les tensions sont les plus fréquentes dans le commerce de détail, avec un taux de citation record de 48 %. Elles sont également très courantes dans les transports, où elles sont mentionnées par 44 % des dirigeants (+2 points), dans le commerce et la réparation automobile, avec 42 %, ainsi que dans les services aux particuliers, avec 43 % (+ 1 point). Les trésoreries sont un peu moins tendues que la moyenne des PME dans les services aux entreprises, où la situation est jugée difficile par 37 % des dirigeants (+ 1 point) et le commerce de gros, avec 38 % de citations (- 4 points en six mois mais + 10 points sur un an).

Le tourisme fait exception avec 36 % seulement de citations en novembre, contre 46 % en mai précédent. Ce net assouplissement, malgré une activité en sensible repli, provient sans doute de la réduction du taux de la TVA appliquée à la restauration depuis le 1^{er} juillet.

LES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE SONT PLUS FRÉQUENTES DANS LES PETITES ENTREPRISES

Elles sont mentionnées par 43 % des TPE (+ 2 points en six mois), contre 35 % seulement des entreprises de 20 à 500 salariés (+ 1 point).

LES TRÉSORERIES DES PME TRÈS EXPORTATRICES SE SONT RAPIDEMENT REDRESSÉES

En novembre, 32 % seulement des PME réalisant plus du quart de leur activité à l'international considèrent difficile la situation de leur trésorerie récente, soit 12 points de moins qu'en mai. En revanche, l'état de la trésorerie a continué de se tendre un peu plus chez les "moyennement exportatrices", dont 39 % des entreprises indiquent des difficultés (+ 6 points par rapport à mai), de même que chez les "non ou peu exportatrices", avec 41 % de citations (en hausse de 4 points).

NET RESSEMENT DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE DES ENTREPRISES INNOVANTES

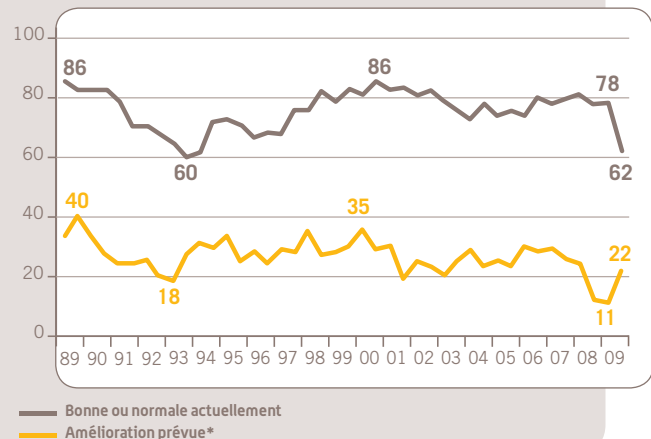
40 % des entreprises innovantes jugent difficile l'état de leur trésorerie récente, soit 8 points de plus qu'en mai précédent. Cette fréquence est maintenant identique à celle des entreprises "non innovantes", stable sur six mois.

RENTABILITÉ ESTIMÉE EN FORTE DÉGRADATION

Conséquence du profond recul de l'activité depuis la mi-2008, 38 % des dirigeants estiment "mauvaise" la rentabilité actuelle de leur entreprise, au lieu de 22 % seulement en mai précédent. À l'inverse, ils ne sont plus que 16 % à la juger "bonne", ce qui donne un indicateur de la rentabilité courante (solde des opinions opposées) négatif à - 22, au lieu de + 9 en mai. À - 22, cet indicateur est tout proche de son plus bas niveau de 1993 (- 24).

RENTABILITÉ DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

* Voir commentaires sur rentabilité en 2010, page 10.

LE RECU DE LA RENTABILITÉ EST JUGÉ SÉVÈRE DANS LA QUASI-TOTALITÉ DES SECTEURS

L'opinion sur la rentabilité actuelle est la plus mauvaise dans les transports (indicateur à - 51), l'industrie (- 30) et les travaux publics (- 30).

Le jugement est également très négatif dans toutes les branches du commerce, avec un indicateur à - 25 dans le commerce et la réparation automobile, à - 23 dans celui de détail et à - 21 dans le commerce de gros.

La dégradation est également ressentie dans les autres secteurs, mais moins fortement, l'indicateur de la rentabilité courante s'établissant à - 6 dans les services aux particuliers (après + 3 en mai), à - 10 dans le tourisme (contre + 3) et à - 14 dans les services aux entreprises (au lieu de + 13).

LA RÉCENTE DÉGRADATION EST PLUS FORTEMENT RESENTIE PAR LES ENTREPRISES MOYENNES

49 % des dirigeants d'entreprises de 100 à 500 salariés considèrent mauvaise la rentabilité actuelle de leur entreprise, contre 15 % l'estimant satisfaisante, ce qui donne un indicateur courant à - 34, très en deçà de la moyenne des PME (- 22).

L'OPINION SUR LA RENTABILITÉ EST INDÉPENDANTE DU CARACTÈRE EXPORTATEUR OU INNOVATEUR DE L'ENTREPRISE

En six mois, l'indicateur courant de la rentabilité des entreprises innovante recule de 36 points, à - 17, alors qu'il diminue de 28 points seulement, à - 23, chez les "non innovantes".

LES TRÉSORERIES POURRAIENT SE TENDRE UN PEU PLUS À COURT TERME

L'indicateur prévisionnel d'évolution de la trésorerie au cours des prochains mois est de nouveau négatif, à - 13, mais beaucoup moins qu'en mai précédent (- 30).

UN DURCISSEMENT PLUS OU MOINS FORT EST ATTENDU DANS TOUS LES SECTEURS

L'indicateur de la trésorerie pour les prochains mois demeure négatif et proche de la moyenne dans tous les secteurs d'activité, excepté celui des services aux entreprises où la dégradation serait assez limitée (- 7) et celui des travaux publics où, à l'inverse, elle serait nettement plus prononcée (- 29).

DES ANTICIPATIONS PLUS NÉGATIVES CHEZ LES PME "NON INNOVANTES"

Les PME "non innovantes" craignent une détérioration deux fois plus importante que les innovantes, avec un indicateur prévisionnel à - 15 et - 7 respectivement.

Cependant, ni la taille de l'entreprise, ni l'ouverture à l'international n'influent sur les prévisions d'évolution de la situation de la trésorerie dans les premiers mois de 2010.

TRÈS LÉGÈRE AMÉLIORATION DE LA RENTABILITÉ ATTENDUE EN 2010

22 % des dirigeants anticipent une amélioration de la rentabilité en 2010, contre 19 % une dégradation. L'indicateur avancé de la rentabilité des PME est donc faiblement positif, à + 3, en ligne avec les prévisions très prudentes de redressement de l'activité.

PRÉVISION D'UN CERTAIN REDRESSEMENT DANS LES SERVICES AUX ENTREPRISES MAIS D'UNE POURSUITE DE LA DÉGRADATION DANS LA CONSTRUCTION

Les pronostics d'évolution des résultats financiers en 2010 indiquent une quasi-stabilité dans la plupart des secteurs d'activité. Cependant, un nouveau recul est attendu dans les travaux publics (indicateur prévisionnel à - 18) et dans le bâtiment (- 13). À l'opposé, les dirigeants des PME des services aux entreprises anticipent une amélioration significative de la rentabilité (indicateur avancé à + 10), conformément à des perspectives assez positives de redressement de l'activité.

LES ANTICIPATIONS DE PROGRESSION DES RÉSULTATS AUGMENTENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Négatif à - 1 dans les TPE, l'indicateur avancé de la rentabilité s'élève à + 17 dans les entreprises de 50 à 500 salariés, en passant par + 4 pour celles de 10 à 49 salariés.

LES PME INNOVANTES SONT NETTEMENT PLUS OPTIMISTES QUE LES AUTRES

Elles tablent sur une réelle progression des performances financières en 2010, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à + 15, contre - 2 pour les "non innovantes".

4/ Les investissements et leur financement

Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'équipement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.

Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N ("en hausse", "stable" ou "en baisse") par rapport à l'année précédente (N-1), ce qui permet de bâtir un indicateur d'investissement en solde d'opinion. En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante (N+1) est sollicitée, toujours de façon qualitative.

TRÈS FORTE CONTRACTION DE L'INVESTISSEMENT EN 2009

L'intensité et la prolongation du recul de la demande depuis la mi-2008 ont provoqué une baisse inédite de l'investissement des PME tout au long de 2009.

En novembre 2009, 49 % des PME déclarent des investissements sur l'année en cours, soit 9 points de moins qu'en 2008 et 12 points de moins qu'en 2007. C'est toutefois mieux qu'en mai précédent, où 43 % seulement des entreprises prévoient d'investir dans l'année.

De la même façon, l'indicateur d'investissement pour 2009 est très négatif, à - 21, mais remonte de 8 points par rapport au plus bas atteint en mai (- 29)⁽⁷⁾.

LE RECU DE L'INVESTISSEMENT EST VARIABLE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Fin 2009, l'indicateur d'investissement est le moins dégradé dans le tourisme, à - 9 contre - 21 fin 2008. Il est à l'inverse le plus déprimé dans les transports, à -36, au lieu de - 2 seulement fin 2008. La contraction des dépenses d'équipement apparaît également très importante dans l'industrie (indicateur à - 25) et dans la construction (- 25), mais un peu moins fortement qu'annoncé en mai (- 32 et - 45 respectivement).

De même, la baisse est importante dans le commerce (indicateur à - 21), mais moins prononcée dans celui de détail (- 14) que dans celui de gros (- 25) ou que dans le commerce et la réparation automobile (- 26). L'investissement a aussi diminué dans le secteur des services (indicateur à - 17), un peu moins toutefois dans les services aux entreprises (- 16) que dans ceux aux particuliers (- 21).

INDICATEUR D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Variation annuelle des dépenses : solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse"

			INDUSTRIE	BTP	COMMERCE	TOURISME	TRANSPORTS	SERVICES	ENSEMBLE
2006	Prévision	novembre 05	+ 17	+ 11	+ 21	+ 8	- 19	+ 20	+ 15
	Prévision	mai 06	+ 7	+ 7	- 20	- 20	- 10	+ 5	- 1
	Estimation	novembre 06	+ 1	- 8	- 5	- 4	- 1	- 1	- 3
2007	Prévision	novembre 06	+ 20	+ 19	+ 14	+ 23	+ 12	+ 18	+ 17
	Prévision	mai 07	+ 13	+ 5	+ 21	+ 6	+ 6	+ 11	+ 9
	Estimation	novembre 07	+ 1	+ 5	- 3	- 4	0	+ 1	0
2008	Prévision	novembre 07	+ 20	+ 13	+ 17	+ 23	+ 2	+ 17	+ 18
	Prévision	mai 08	+ 2	+ 9	- 10	+ 13	- 17	+ 6	+ 2
	Estimation	novembre 08	- 6	- 13	- 11	- 21	- 2	+ 7	- 7
2009	Prévision	novembre 08	+ 19	- 6	+ 14	+ 15	- 10	+ 12	+ 11
	Prévision	mai 09	- 32	- 41	- 30	- 12	- 38	- 23	- 29
	Estimation	novembre 09	- 25	- 25	- 21	- 9	- 36	- 17	- 21
2010	Prévision	novembre 09	+ 17	+ 13	+ 21	+ 21	+ 9	+ 19	+ 17

Source : OSEO

Lecture : l'indicateur d'investissement pour l'année 2009 est négatif à - 21 pour l'ensemble des PME, selon l'enquête de novembre 2009. À la même date, l'indicateur prévisionnel pour 2010 ressort à + 17 ; cet indicateur avancé est à comparer à celui de novembre 2008 pour l'année 2009, soit + 11.

(7) L'indicateur d'investissement a été introduit dans l'enquête de novembre 2001.

LA BAISSÉ EST DEUX FOIS PLUS FORTE DANS LES ENTREPRISES MOYENNES

L'indicateur d'investissement pour 2009 demeure très déprimé dans les entreprises de 50 à 500 salariés, à - 38 en novembre, contre - 37 en mai précédent. En revanche, il est remonté de 10 points à - 19 dans les entreprises de moins de 50 salariés.

L'INVESTISSEMENT A MOINS REÇULÉ DANS LES ENTREPRISES INNOVANTES

25 % des entreprises innovantes disent avoir accru leurs dépenses d'investissement en 2009, alors que 39 % déclarent les avoir réduites, ce qui donne un indicateur courant de l'investissement à - 14, à comparer avec un indicateur à - 25 pour les PME "non innovantes".

DES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT EN 2010 ASSEZ PRUDENTES, SAUF POUR LES PME INNOVANTES

En novembre 2009, 46 % seulement des PME prévoient d'investir en 2010. Un an auparavant, elles étaient 50 % à envisager de faire des investissements en 2009. Par taille d'entreprise, la proportion est identique d'une année sur l'autre, sauf dans les petites entreprises où elle diminue : de 5 points à 44 % dans celles de 10 à 19 salariés et de 10 points à 55 % dans celles de 20 à 49 salariés.

56 % des entreprises innovantes pensent investir en 2010, tout comme en novembre 2008 pour l'année suivante.

En revanche, la proportion recule de 4 points, à 41 %, pour les entreprises "non innovantes". Parmi les innovantes, 32 % prévoient d'investir plus qu'en 2009 tandis que 9 % pensent investir moins, ce qui donne un indicateur prévisionnel de l'investissement à + 23, contre + 15 pour les "non innovantes".

D'un point de vue sectoriel, les anticipations d'investissement apparaissent en sensible retrait dans l'industrie par rapport aux intentions de fin 2008, ceci à cause de carnets de commandes très dégarnis et attendus stables dans les prochains mois. La tendance est mitigée dans la construction. Une faible reprise des dépenses d'équipement s'esquisse dans les transports, après leur forte chute en 2009. En revanche, un redressement plus significatif est anticipé dans tous les autres secteurs d'activité.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT EN 2010

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR [RAPPEL NOV. 2008]

Industrie	48 % (58 %)	↘
B.T.P.	43 % (49 %)	↘
Commerce	39 % (37 %)	→
Transports	49 % (51 %)	→
Tourisme	53 % (52 %)	→
Services	48 % (49 %)	→
Ensemble	46 % (50 %)	↘

Source : OSEO

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT EN 2010

INDICATEUR AVANCÉ DE L'INVESTISSEMENT [RAPPEL NOV. 2008]

Industrie	+ 17 (+ 19)	↘
B.T.P.	+ 13 (- 6)	↗
Commerce	+ 21 (+ 14)	↗
Transports	+ 9 (- 10)	↗
Tourisme	+ 21 (+ 15)	↗
Services	+ 19 (+ 12)	↗
Ensemble	+ 17 (+ 10)	↗

Source : OSEO

Lecture : 48 % des PME de l'industrie envisagent en novembre 2009 de faire des investissements en 2010. Parmi celles-ci, 27 % prévoient d'investir plus qu'en 2009 et 10 % moins, ce qui donne un indicateur avancé de l'investissement de + 17, légèrement inférieur à celui de novembre 2008 (+ 19).

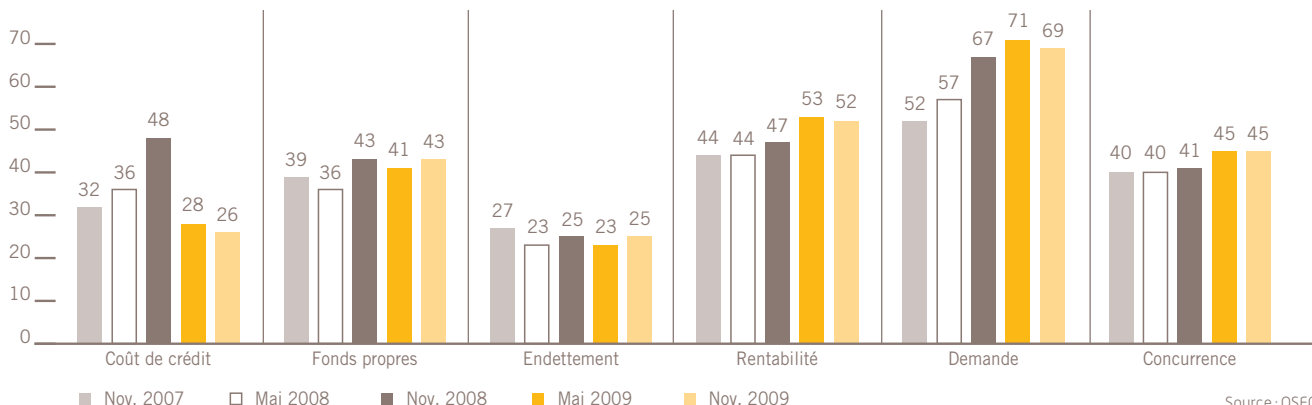
LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE EST LE PRINCIPAL FREIN À L'INVESTISSEMENT

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'**insuffisance de la demande** conserve de loin la première place, avec 69 % de citations, tout juste en retrait de 2 points par rapport au pic atteint en mai. **La faiblesse de la rentabilité**

vient au deuxième rang, mentionnée par 52 % des dirigeants. L'**intensité de la concurrence** arrive en troisième position, suivie par le **manque de fonds propres**, avec respectivement 45 % et 43 % de citations. L'endettement de l'entreprise (25 %) et le coût du crédit (26 %) apparaissent comme des freins à l'investissement plus marginaux.

OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT En %



STABILITÉ DE L'AUTOFINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS EN 2009

Dans un contexte d'accroissement de la baisse du volume des investissements des PME en 2009, la part autofinancée⁽⁸⁾ est restée au même niveau élevé qu'en 2008, à hauteur de 46 % des plans de financement en moyenne, contre 42 % en 2007.

La part relative des différents types de concours externes à l'investissement est quasi stable, tant pour les crédits bancaires (35 % en moyenne), que pour le crédit-bail mobilier et la location financière (18 %) et le crédit-bail immobilier (1 %).

INVESTISSEMENTS DE 2009 ET MODES DE FINANCEMENT Base : 1 536 PME ayant déclaré des investissements

Répartition des investissements par nature	(rappel 2008)	Plan de financement moyen	(rappel 2008)
IMMOBILIERS [terrains, constructions, locaux existants, aménagements]	25 % [24 %]	AUTOFINANCEMENT [y compris apports en fonds propres et subventions]	46 % [46 %]
MOBILIERS [matériels, véhicules, équipements divers...]	65 % [69 %]	CRÉDIT BANCAIRE moyen terme (2 à 7 ans) long terme (8 ans et plus)	35 % [34 %] 30 % [29 %] 5 % [5 %]
INCORPORELS [fonds de commerce, brevets, licences, logiciels]	10 % [7 %]	CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION FINANCIÈRE	18 % [19 %]
		CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	1 % [1 %]
Montant global investi	100 % [100 %]	Total	100 % [100 %]

Source : OSEO

(8) Autofinancement des investissements = financement sur ressources propres de l'entreprise + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance).

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

DES PERSPECTIVES MÉDIOCRES SAUF POUR LES PMI INNOVANTES ET EXPORTATRICES

NOUVELLE ACCENTUATION DU RECUL DE L'ACTIVITÉ AU SECOND SEMESTRE 2009

La baisse du CA en 2009 est estimée à - 11,6 % en moyenne en novembre, contre - 9,2 % en mai précédent. Le repli sur l'année est le plus prononcé dans les biens intermédiaires (- 15,8 %) et les biens d'équipement (- 12,9 %). L'activité est à peu près stable dans l'agroalimentaire (- 0,7 % en moyenne) mais en diminution notable dans les biens de consommation (- 5,3 %). Les carnets de commandes sont au plus bas ou presque dans les biens intermédiaires (indicateur courant à - 62), dans les biens d'équipement (- 49) et dans les biens de consommation (- 45). Ils sont moins dégarnis dans l'agroalimentaire (- 15). Les PMI exportatrices (plus de 5 % du CA exporté)⁽⁹⁾ évaluent à - 14,2 % la contraction de leur activité en 2009, du fait de carnets de commandes durablement plats (indicateur courant à - 55). Le retrait de l'activité a été à peine moins important dans les PMI innovantes⁽¹⁰⁾ [- 9,3 % en moyenne] que dans les "non innovantes" [- 13,9 %].

SENSIBLE REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ ANTICIPÉ EN 2010 PAR LES ENTREPRISES INNOVANTES ET PAR CELLES QUI EXPORTENT

À + 14, l'indicateur avancé de l'activité en 2010 est très inférieur à sa moyenne de long terme. Les anticipations sont voisines et proches de la moyenne, quelle que soit la branche d'activité.

Toutefois, les anticipations des entreprises innovantes et/ou exportatrices sont très positives.

INDICATEURS PRÉVISIONNELS

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse"

		CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2010	
			TOTAL		TOTAL
PMI exportatrices	(30 %)	+ 9	+ 1	+ 25	+ 14
PMI non exportatrices	(70 %)	- 1		+ 9	
PMI innovantes	(50 %)	+ 11	+ 1	+ 31	+ 14
PMI non innovantes	(50 %)	- 8		- 3	

Source : OSEO

[9] 30 % des PMI figurant dans l'échantillon exportent plus de 5 % de leur CA, dont 12 % exportent plus du quart.

[10] 50 % des PMI de l'échantillon sont "innovantes".

FORT RECUL DES INVESTISSEMENTS EN 2009 QUI POURRAIT SE PROLONGER EN 2010

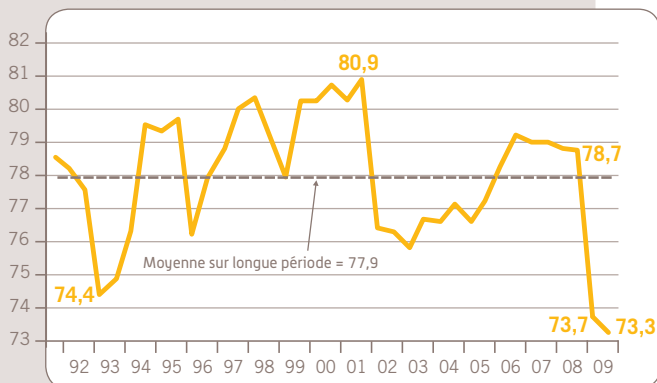
Conséquence de l'atonie persistante de la demande, tant nationale qu'étrangère, tout au long de 2009, les PMI ont fortement diminué leurs investissements, avec un indicateur courant en novembre négatif à - 25, contre - 6 fin 2008. La baisse est limitée dans l'agroalimentaire (- 3) et les biens de consommation (- 9), mais nettement plus prononcée dans les biens d'équipement (- 21) et surtout les biens intermédiaires (- 36).

Les PMI innovantes ont plus fréquemment réalisé des investissements que les "non innovantes" - 59 % des premières contre 42 % des secondes -, et leur volume d'investissement a moins reculé, avec respectivement un indicateur à - 19 et - 30.

Entre mai et novembre 2009, le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement reculé, à 73,3 %, atteignant un nouveau plus bas historique.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Avec des capacités excédentaires, les PMI sont relativement peu nombreuses à avoir des projets d'investissement pour les douze prochains mois : 48 % en novembre 2009, contre 58 % un an plus tôt. Cette baisse de la proportion d'entreprises prévoyant d'investir concerne toutes les branches industrielles. Quant au volume d'investissement anticipé, il est à peine équivalent au niveau prévu fin 2008, l'indicateur prévisionnel ressortant à + 17, versus + 19 un an plus tôt.

CONSTRUCTION

POURSUITE DU RECU ATTENDU EN 2010

LA BAISSÉ D'ACTIVITÉ EST PLUS FORTE DANS LES TRAVAUX PUBLICS QUE DANS LE BÂTIMENT

La diminution nominale du chiffre d'affaires est estimée par les PME du secteur à - 4,8 % en moyenne en 2009. La chute est donc moins forte que celle historique de - 6,5 % annoncée lors de la récession de 1993. Le recul est évalué à - 4,1 % dans le bâtiment et à - 8,7 % dans les travaux publics.

En novembre, les carnets de commandes des PME du **bâtiment** sont jugés faibles (indicateur courant à - 23) et devraient de nouveau s'amincir à court terme (indicateur avancé à - 11). Dans ce contexte, les entreprises de la branche anticipent une légère diminution de leur activité en 2010 (indicateur avancé à - 7). Les perspectives sont plus sombres dans les **travaux publics**, où les carnets sont très peu étoffés (indicateur courant à - 44), une nouvelle contraction étant attendue pour les six prochains mois (indicateur avancé à - 18). En conséquence, les entreprises de travaux publics craignent un net repli de leur activité cette année, avec un indicateur prévisionnel très négatif à - 19, contre + 10 pour l'ensemble des PME.

LES EFFECTIFS ONT ÉTÉ SENSIBLEMENT COMPRIMÉS

29 % des entreprises ont diminué le nombre de leurs salariés depuis la fin de 2008, alors que 17 % l'ont augmenté, ce qui donne un solde de - 12 %. Les effectifs ont plus rapidement reculé dans les TP, avec un indicateur à - 21, que dans le bâtiment, où il s'établit à - 11. Ils pourraient toutefois se stabiliser en 2010, avec un indicateur avancé à + 3 dans le bâtiment et à + 1 dans les TP.

UNE SITUATION FINANCIÈRE EN RAPIDE DÉGRADATION

Les trésoreries se sont fortement resserrées au cours des six derniers mois, 40 % des entreprises indiquant des difficultés sur la période, contre 30 % seulement en mai précédent. La situation de la trésorerie récente est plus tendue dans les travaux publics (indicateur à - 41) que dans le bâtiment (- 32). La dégradation devrait se prolonger début 2010, là encore plus fortement dans la branche des TP (indicateur de la trésorerie future à - 29) que dans celle du bâtiment (- 15).

Les entreprises estiment que leur rentabilité se sera fortement dégradée en 2009, avec un indicateur négatif à - 12 dans le bâtiment et à - 30 dans les TP, alors qu'en mai dernier, le secteur de la construction avait encore le meilleur jugement sur les résultats obtenus en 2008. La construction est le seul secteur d'activité où les anticipations d'évolution des résultats sont négatives, avec un indicateur de la rentabilité future à - 14.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI EN 2010

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR
(RAPPEL NOV. 2008)

INDICATEUR AVANCÉ DE L'INVESTISSEMENT
(RAPPEL NOV. 2008)

IAA	56 % (ns)	+ 24 (ns)
Biens intermédiaires	46 % [55 %] ↘	+ 19 [+ 20] →
Biens d'équipement	50 % [56 %] ↘	+ 14 [+ 20] ↘
Biens de consommation	44 % [56 %] ↘	+ 14 [+ 8] ↗
Ensemble industrie	48 % [58 %] ↘	+ 17 [+ 19] →

Source : OSEO

Lecture : 48 % des PMI envisagent en novembre 2009 de faire des investissements en 2010. Parmi celles-ci, 27 % prévoient d'investir plus qu'en 2009 et 10 % moins, ce qui donne un indicateur avancé de l'investissement de + 17, légèrement inférieur à celui de novembre 2008 (+ 19).

Les PMI qui ont innové au cours des trois dernières années sont 59 % à prévoir d'investir en 2010, contre 38 % seulement parmi les "non innovantes". Fin 2008, la proportion était respectivement de 67 % et 49 %, ce qui confirme que la tendance est à la baisse, même si celle-ci est moins prononcée chez les PMI innovantes.

APRÈS UNE RAPIDE DIMINUTION LES EFFECTIFS POURRAIENT SE STABILISER EN 2010

En six mois, l'indicateur courant de l'emploi n'a perdu que 2 points supplémentaires, à - 27. À ce niveau, il est cependant inférieur de 6 points au plus bas enregistré lors de la récession de 1993.

Sur l'ensemble de 2009, le recul des effectifs a été le plus fort dans les biens intermédiaires (indicateur courant à - 38) et les biens de consommation (- 31). Il est également important dans les biens d'équipement (- 19), mais modéré dans l'agroalimentaire (- 4).

Les perspectives d'évolution des effectifs de PMI en 2010 sont à la stabilisation à court terme (indicateur avancé à + 1), sauf dans la branche des biens intermédiaires où les réductions devraient se poursuivre (- 6). Les entreprises innovantes prévoient d'embaucher un peu (+ 7), contrairement aux autres (- 5).

COMMERCE

L'ACTIVITÉ S'EST CONTRACTÉE DANS TOUTES LES BRANCHES DU COMMERCE

COMMERCE DE GROS : LÉGER MIEUX ESCOMPTÉ EN 2010 APRÈS UNE ANNÉE TRÈS DÉCEVANTE

En novembre, les entreprises estiment à - 8,7 % en moyenne la diminution de leur CA en 2009, contre - 10,0 % anticipé en mai. La chute de l'activité s'est donc quelque peu atténuée, conséquence du ralentissement du déstockage dans les secteurs amont. D'ailleurs, les entreprises s'attendent à une certaine reprise de l'activité début 2010, avec un indicateur avancé positif à + 19. En effet, malgré des carnets de commandes très dégarnis fin 2009 (indicateur courant à - 41), les PME anticipent un léger redémarrage de la demande (indicateur avancé à + 11).

Les effectifs ont été réduits l'an dernier, l'indicateur courant ressortant à - 10 en novembre. En revanche, ils pourraient un peu augmenter en 2010, avec un indicateur prévisionnel d'emploi positif à + 6.

Les trésoreries se sont à peine détendues dans la seconde partie de 2009, 38 % des entreprises mentionnant des difficultés au cours des six derniers mois, contre 42 % en mai précédent. De plus, un certain durcissement est prévu à court terme, avec un indicateur de la trésorerie future à - 9.

Les résultats financiers de 2009 sont attendus en fort recul, 36 % des PME les estimant mauvais, contre 19 % seulement satisfaisants. Un faible redressement est cependant anticipé pour l'exercice 2010 (indicateur avancé à + 7).

Dans une conjoncture économique exceptionnellement difficile, les entreprises du commerce de gros ont fortement limité leurs investissements en 2009, 43 % uniquement déclarant avoir investi dans l'année. Sur la base de ces dernières, l'indicateur courant du volume d'investissement est très négatif, à - 25.

COMMERCE DE DÉTAIL : SITUATION FINANCIÈRE DIFFICILE MALGRÉ UNE RELATIVE RÉSISTANCE DE L'ACTIVITÉ

Les PME du secteur ont limité la baisse de leur chiffre d'affaires en 2009, celle-ci étant évaluée à - 2,9 % en moyenne en novembre. En outre, un redressement modéré est anticipé pour 2010, l'indicateur prévisionnel s'établissant à + 8. En effet, la consommation des ménages a jusqu'à présent assez bien résisté à la crise.

Les effectifs ont cependant été comprimés en 2009, 23 % des entreprises disant les avoir réduits, alors que 12 % les ont accrus. De plus, la compression devrait se prolonger en 2010, l'indicateur prévisionnel d'emploi étant négatif à - 4, contre + 6 pour l'ensemble PME.

Près de la moitié des entreprises du commerce de détail (48 %) estiment difficile la situation de leur trésorerie des six derniers mois. C'est la proportion la plus élevée de tous les secteurs d'activité. Les tensions sur les trésoreries devraient s'accroître encore à court terme, l'indicateur prévisionnel ressortant à - 14.

Le jugement sur la rentabilité de l'exercice en cours est très sévère, avec un solde d'opinion en net recul à - 23, tout comme pour l'ensemble des PME. Une stabilisation des résultats est toutefois anticipée pour le nouvel exercice.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE⁽¹¹⁾ : ACTIVITÉ EN REcul ET GROSSES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

La baisse du CA en 2009 est estimée à - 5,6 % en moyenne, un peu moins toutefois que le recul de - 6,4 % pour l'ensemble des secteurs d'activité. Aucun redressement n'est attendu en 2010, avec un indicateur avancé de l'activité à - 1. Les effectifs ont été réduits l'an dernier (indicateur courant à - 15), sans doute en partie du fait des fortes difficultés de recrutement indiquées par 36 % des entreprises, proportion de loin la plus élevée de tous les secteurs. Selon l'indicateur prévisionnel de l'emploi (+ 3), les intentions de recrutement en 2010 sont légèrement positives.

Les trésoreries sont jugées étroites par 42 % des entreprises, un nouveau durcissement étant craint pour les mois à venir (indicateur prévisionnel à - 9). La rentabilité attendue sur l'année 2009 est jugée très insuffisante, l'indicateur s'établissant à - 25, sans prévision de changement en 2010.

[11] Branche du commerce isolée pour la première fois dans l'enquête.

TRANSPORTS

DES ENTREPRISES TRÈS DUREMENT AFFECTÉES PAR LA CRISE

ACTIVITÉ ET EMPLOI : DES ANTICIPATIONS ENCORE NÉGATIVES POUR 2010

L'activité est estimée en recul de - 8,4 % en moyenne, au lieu de - 9,9 % prévu en mai. Les anticipations pour 2010 restent négatives, avec un indicateur prévisionnel d'activité à - 5. En conséquence, l'emploi a beaucoup diminué en 2009 dans les PME des transports (indicateur courant à - 24). De plus, les effectifs pourraient continuer à décliner en 2010, avec un indicateur prévisionnel à - 7, au plus bas de tous les secteurs d'activité.

UNE SITUATION FINANCIÈRE JUGÉE PARTICULIÈREMENT DIFFICILE

Les trésoreries sont demeurées très tendues, 44 % des entreprises jugeant la situation récente "difficile", contre 42 % en mai précédent. L'évolution prévisible à court terme n'est pas favorable, l'indicateur de la trésorerie future ressortant à - 16, nettement moins négatif cependant que précédemment [- 34 en mai 2009 et - 43 en novembre 2008].

Les résultats financiers de 2009 sont anticipés en forte dégradation, 59 % des PME les estimant mauvais contre 8 % seulement satisfaisants. À - 51, l'indicateur courant de la rentabilité est le plus négatif d'un point de vue sectoriel. Les dirigeants tablent au mieux sur une stabilisation en 2010, avec un indicateur avancé de la rentabilité à - 3.

APRÈS UN FORT REcul EN 2009 LES INVESTISSEMENTS POURRAIENT LÉGÈREMENT REPRENDRE EN 2010

Dans un contexte de recul prononcé de l'activité, les entreprises ont beaucoup moins investi qu'en 2008. 52 % des PME des transports déclarent une diminution des investissements en 2009, contre 16 % seulement une augmentation, soit un indicateur à - 36. Ceci constitue encore un plus bas dans l'ensemble des secteurs. En revanche, une faible accélération des dépenses d'équipement est prévue pour 2010, avec un indicateur avancé à + 9.

TOURISME

UN CERTAIN OPTIMISME POUR 2010 APRÈS UNE ANNÉE 2009 MOINS MAUVAISE QUE PRÉVU

L'ACTIVITÉ A CESSÉ DE RECULER AU SECOND SEMESTRE 2009

La baisse du CA annuel estimée à - 3,3 % en novembre témoigne d'une nette amélioration par rapport à la prévision de mai précédent qui était de - 4,9 % en moyenne. Toutefois, les anticipations d'évolution de l'activité en 2010 sont très prudentes, avec un indicateur prévisionnel à + 9.

LES EFFECTIFS SONT À PEU PRÈS STABLES

L'évolution de l'emploi semble également meilleure dans la seconde partie de 2009. En novembre, l'indicateur courant est proche de l'équilibre, à - 2, contre - 11 six mois plus tôt. En outre, les entreprises du secteur envisagent d'accroître significativement leurs effectifs cette année, l'indicateur avancé ressortant à + 8.

LES TRÉSORERIES SE SONT BEAUCOUP ASSOULIES

Alors que les tensions de trésorerie étaient au plus haut en mai 2009, avec 46 % des entreprises considérant leur situation difficile, la proportion a chuté de 10 points en six mois, à 36 % seulement. C'est la conjonction d'une meilleure évolution de l'activité et de la baisse du taux de la TVA sur la restauration à partir du 1^{er} juillet.

Conséquence de cette relative embellie, la rentabilité actuelle est jugée moins dégradée que dans la plupart des autres secteurs, avec un indicateur courant à - 10, contre - 22 pour l'ensemble des PME. De plus, une légère amélioration est escomptée en 2010, l'indicateur prévisionnel étant positif à + 7.

UNE ASSEZ BONNE RÉSISTANCE DE L'INVESTISSEMENT

L'indicateur courant d'investissement s'établit à - 9 en novembre, contre - 21 pour l'ensemble des PME. Par ailleurs, 53 % des PME du tourisme envisagent d'investir cette année. Sur la base de ces dernières, l'indicateur d'évolution des dépenses est largement positif, à + 21, soit 4 points de plus que la moyenne.

SERVICES

LA CRISE AFFECTE MOINS LES ACTIVITÉS DE SERVICES NOTAMMENT LORSQUE L'ENTREPRISE INNOVE

LES SERVICES AUX ENTREPRISES : REDRESSEMENT EN COURS CHEZ LES INNOVANTES MAIS PAS ENCORE CHEZ LES "NON INNOVANTES"

Les PME des services aux entreprises⁽¹²⁾ évaluent en novembre la baisse de leur CA en 2009 à - 3,6 % en moyenne, un peu moins qu'anticipé en mai (- 4,8 %). Le recul est limité à - 1,1 % pour les entreprises du secteur classées "innovantes"⁽¹³⁾, mais atteint - 5,6 % pour celles qui n'ont pas mené d'action d'innovation au cours des trois dernières années. Les premières sont résolument optimistes pour 2010, 49 % tablant sur une hausse de leur activité contre 15 % une diminution, ce qui donne un indicateur prévisionnel à + 34. En revanche, les "non innovantes" escomptent plutôt une stabilisation au niveau de 2009, avec un indicateur avancé faiblement positif à + 8.

Les PME des services aux entreprises ont presque maintenu leurs effectifs l'an dernier, avec un indicateur courant à - 2. Ici encore, il y a un fort contraste entre les "innovantes" qui ont créé des postes (indicateur à + 6), et les "non innovantes" qui en ont supprimé (- 9). Les premières prévoient d'accélérer les embauches en 2010, l'indicateur avancé ressortant à + 30, tandis que les secondes pensent simplement maintenir leurs effectifs au niveau actuel (+ 4).

L'état des trésoreries est resté globalement stable entre mai et novembre, avec cependant une évolution différenciée entre les deux types d'entreprise. Les tensions ont augmenté chez les innovantes, 40 % d'entre elles jugeant leur situation de trésorerie difficile en novembre (+ 10 points), alors qu'elles se sont un peu atténuées chez les non innovantes, qui sont 35 % dans ce cas (- 4 points). Pour les mois à venir, en revanche, les innovantes s'attendent à une stabilité de la situation de la trésorerie (indicateur prévisionnel à - 1), en liaison avec l'accélération de l'activité anticipée, tandis que les "non innovantes" craignent un sensible durcissement (- 11), faute de perspectives de reprise.

Les résultats financiers de 2009 sont estimés très en retrait par rapport à 2008. En novembre, 20 % des entreprises considèrent satisfaisante leur rentabilité actuelle et 34 % la jugent mauvaise, soit un solde de - 14 %, au lieu de + 14 % en mai pour l'exercice 2008. L'indicateur de la rentabilité récente est à peine moins dégradé pour les innovantes (- 11) que pour les "non innovantes" (- 15). Les prévisions d'évolution de la rentabilité en 2010 sont toutefois nettement meilleures chez les premières (indicateur avancé à + 17) que chez les secondes (+ 3).

LES SERVICES AUX PARTICULIERS⁽¹⁴⁾ ONT ÉTÉ RELATIVEMENT ÉPARGNÉS PAR LA RÉCESSION

L'activité en 2009 est estimée quasi identique à celle de 2008, avec un recul du chiffre d'affaires évalué en novembre à - 0,5 % seulement en moyenne. C'est le meilleur résultat parmi tous les secteurs d'activité. Une progression modérée est escomptée cette année, l'indicateur avancé pour 2010 s'établissant à + 14, de 4 points supérieur à la moyenne des PME.

Les PME du secteur disent avoir maintenu leurs effectifs en 2009 au niveau de fin 2008, l'indicateur courant étant proche de l'équilibre, à + 1, ce qui constitue également le meilleur score sectoriel. Les perspectives de recrutement en 2010 sont assez positives, l'indicateur avancé de l'emploi se situant à + 9, au lieu de + 6 en moyenne.

La situation de trésorerie des entreprises des services aux particuliers est en rapide dégradation, 43 % d'entre elles déclarant des difficultés en novembre 2009, contre 25 % seulement un an plus tôt. Un nouveau resserrement est craint pour les mois à venir, l'indicateur prévisionnel étant assez négatif, à - 9.

La rentabilité est jugée en recul en 2009, mais beaucoup moins que dans les autres secteurs d'activité : l'indicateur courant est à - 6, contre - 22 pour l'ensemble des PME. Les anticipations d'évolution des résultats financiers en 2010 sont modérément positives, avec un indicateur avancé à + 6, contre + 3 en moyenne.

[12] Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).


[13] 45 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont "innovantes".

[14] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

6/Aperçu historique

JUIN 1985 :

1^{RE} ENQUÊTE DE CONJONCTURE



Crédit d'équipement des PME

**SITUATION ET COMPORTEMENT
D'INVESTISSEMENT DES PMI**

Principaux résultats d'un sondage
réalisé en avril 1985 auprès de la
clientèle du CEPME

juin 1985

- 2 -

Dès lors, en comparant les résultats de notre sondage avec ceux issus des diverses enquêtes de l'INSEE, qui couvrent l'ensemble de la population des PMI, il paraît possible de dégager les traits caractéristiques des petites et moyennes entreprises qui investissent aujourd'hui dans notre pays et donc ouvrent à son développement.

Au cours des cinq dernières années, les PMI ont connu un rythme d'évolution très modéré de leurs dépenses d'équipement en raison, notamment, de la quasi-stagnation de l'investissement des entreprises occupant moins de 100 salariés. Même en 1984, année marquée par une certaine reprise de l'investissement dans l'industrie, la croissance de celui-ci dans les plus petites firmes a été sensiblement inférieure à celle observée dans les moyennes et grandes industries. Cependant, ces évolutions, plutôt défavorables, ne doivent pas masquer un phénomène essentiel pour l'avenir : l'émergence d'une classe, nombreuse même si elle n'est pas encore majoritaire, de chefs d'entreprise entreprenants et dynamiques.

En effet, à travers notre clientèle, le sondage réalisé révèle l'existence d'une population qui se différencie d'une manière très significative de la masse des entreprises par, au moins, trois traits principaux :

- niveau élevé des performances ;
- orientation plus marquée que la moyenne vers les investissements de capacité créateurs d'emplois ;
- préoccupation particulièrement vive pour l'amélioration de la qualité des produits, qui reflète l'apparition d'un comportement stratégique nouveau dans les PMI.

Tous les secteurs et tous les types d'entreprises paraissent touchés par ce mouvement, y compris ceux qui sont le plus durement affectés par la crise économique. De ce point de vue, l'exemple de nos clients sous-traitants apparaît particulièrement représentatif de la mutation en cours.

JUIN 1993 : CREUX DE LA PRÉCÉDENTE RÉCESSION

CREDIT D'EQUIPEMENT DES PME

PRINCIPAUX RESULTATS
Juillet 1993

ENQUÊTE SEMESTRIELLE DE JUIN 1993
sur la conjoncture, l'investissement et le financement
des petites et moyennes entreprises

« Service des Etudes »

Crédit d'équipement des PME Juillet 1993

ENQUÊTE SEMESTRIELLE DE CONJONCTURE DE JUIN 1993

SYNTHÈSE DES RESULTATS

Le jugement porté à la fin du mois de juin par 950 dirigeants du panel d'entreprises du CEPME indique que les PME-PMI françaises ont été gagnées par la récession au cours du premier semestre 1993.

Dans les PMI, les chefs d'entreprise prévoient une baisse moyenne de 2 % de leur chiffre d'affaires cette année, après une hausse limitée à 1 % en 1992. Les PMI de l'agro-alimentaire demeurent les plus dynamiques, avec une hypothèse de croissance de 4 %, en valeur, en 1993. Le recul serait le plus net, à -4 %, dans les biens intermédiaires.

La baisse d'activité est estimée à -4 % par les PME du commerce, et à -5 % par celles du tourisme, alors que leur chiffre d'affaires s'était maintenu l'an dernier.

Le climat dépressif atteint maintenant les prestataires de services aux entreprises et aux particuliers : les PME de ces secteurs s'attendent à un recul moyen de 1,5 % de leurs facturations cette année, après une hausse de 5 % en 1992.

Les dirigeants du BTP sont les plus pessimistes : ils pronostiquent une chute de 6 % sur l'ensemble de l'année, faisant suite à un recul de 3 % l'an dernier.

L'emploi dans les PME régresse pour le troisième semestre consécutif. Rappelons que, par construction, le panel du CEPME ne tient compte ni des entreprises en création ou de création récente, ni des entreprises en contentieux ou ayant déposé leur bilan au cours des six derniers mois. Sur la base d'entreprises existantes a priori saines, l'emploi salarié aurait diminué de 2,5 % dans les PME entre décembre 1992 et juin 1993.

Le recul aurait été de 2,9 % dans les PME du tourisme (hôtellerie et restauration indépendantes), de 2,6 % chez les prestataires de services aux entreprises et aux particuliers, et de 1,4 % dans les PME du commerce. Les effectifs se seraient stabilisés dans les entreprises du BTP, qui avaient déjà procédé à d'importants ajustements au second semestre 1992.

Les trésoreries des PME se sont stabilisées à leur point bas : en juin 1993, 41 % des dirigeants déclarent avoir connu une trésorerie difficile au cours des six derniers mois, soit autant qu'en juin et décembre 1992. Les perspectives d'amélioration à court terme sont toujours aussi faibles, pronostiquées par 15 % seulement des entreprises.

55 % des chefs d'entreprise jugent leur rentabilité mauvaise, soit 3 % de plus qu'en décembre 1992 et 6 % de plus qu'il y a un an. Ils sont également de moins en moins nombreux (18 %) à en prévoir l'amélioration au cours des six prochains mois.

1

DÉCEMBRE 2000 : SOMMET DU DERNIER CYCLE HAUT



BANQUE DU DÉVELOPPEMENT DES PME

BANQUE DU DÉVELOPPEMENT DES PME
Enquête semestrielle de conjoncture de décembre 2000

SYNTHÈSE

ENQUÊTE SEMESTRIELLE DE DÉCEMBRE 2000

sur la conjoncture, l'investissement et le financement
des petites et moyennes entreprises

Au cours du dernier semestre, la croissance de l'activité des PME interrogées est restée fermée, et bien que sur l'ensemble de l'année 2000 elle aura atteint un niveau égalé depuis 1989.

L'expansion des affaires a été la plus vive chez les prestataires de services aux entreprises, grâce notamment aux jeunes entreprises actives de la nouvelle économie, dans l'industrie manufacturière et dans le secteur du transport. Pour leur part, les PME du commerce ont bénéficié de la bonne tenue de la consommation des ménages.

Quoique encore très satisfaisante, la progression de l'activité aurait été légèrement inférieure à celle de 1999 dans le tourisme — probablement à cause des séquelles des catastrophes de l'hiver 1999-2000 dans les régions les plus affectées —, et dans le BTP. Les petites et moyennes entreprises du bâtiment ont vraisemblablement été entravées par une pénurie de personnel qualifié.

Cependant, en 2000, les PME auront été, une fois de plus, fortement créatrices d'emplois dans tous les secteurs d'activité, à un rythme inconnu depuis le lancement de l'enquête en 1985. Ce mouvement a accentué les difficultés de recrutement, déjà identifiées au cours du premier semestre, tout particulièrement dans la construction et dans l'hôtellerie-restauration.

Avec des recettes en hausse sensible, les PME ont légèrement amélioré la situation de leur trésorerie au cours du second semestre, le jugement des dirigeants retrouvant son meilleur niveau enregistré dans le passé. En outre, la rentabilité est globalement estimée au plus haut depuis 1989.

En dernier, les PME déclarent avoir poursuivi leur effort d'investissement à un rythme soutenu. Dans l'industrie, notamment, l'augmentation des dépenses d'équipement aurait permis d'atteindre les seuils sur les capacités de production, dont le taux moyen d'utilisation a légèrement reculé au cours du second semestre.

Grâce à la relative aisance des trésoreries et à la progression des performances financières, près de la moitié des dépenses d'investissement auront été autofinancées (au-dessus, tout comme en 1999). Parmi les ressources externes de financement des investissements, la part relative du crédit-bail mobilier et de la location financière semble avoir de nouveau progressé, au détriment du crédit bancaire classique.

Avec des carnets de commandes très bien remplis, les PME prévoient de renforcer significativement leurs capacités de production en 2001. Les intentions d'investissement sont également en hausse sensible dans le commerce et chez les prestataires de services aux entreprises. La progression envisagée est plus modérée dans les autres secteurs d'activité.

Pour 2001, les petites et moyennes entreprises anticipent une croissance de leur activité compatible à celle enregistrée au cours du second semestre 2000. Le rythme des embauches devrait, quant à lui, demeurer très soutenu. Les intentions de recrutement sont, en toute logique, les plus élevées dans les secteurs qui affichent les meilleures perspectives de croissance : les services aux entreprises, le transport et l'industrie.

DIRECTION DES ÉTUDES ET DE LA STRATÉGIE
www.bdpme.fr

Les
Etudes

7/Méthodologie

L'enquête semestrielle d'OSEO a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

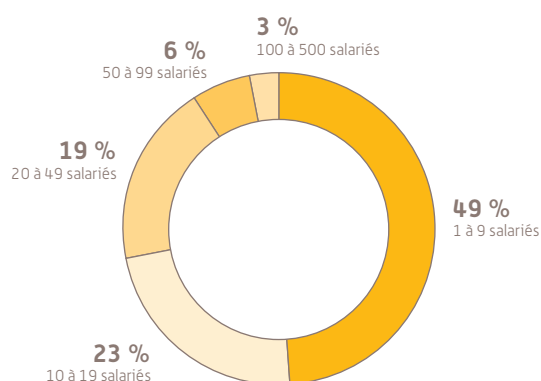
Pour cette 50^e édition, 30 000 entreprises de 1 à 500 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 3 259 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 3 et le 25 novembre 2009.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 500 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture [champ ICS de l'Insee].

STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

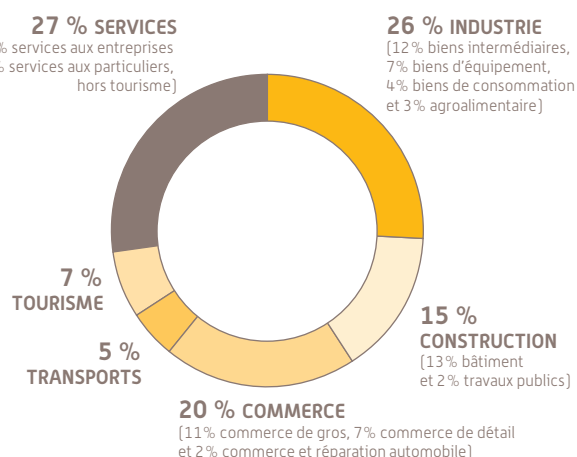
Par taille d'entreprise



Source : OSEO

STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

Par secteur d'activité



Source : OSEO



OSEO

27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél.: 01 41 79 80 00

oseo.fr